

Les taxis ariégeois dénoncent les risques qui pèsent sur le transport médicalisé

Ce lundi 19 mai, les chauffeurs de taxi ariégeois se sont mobilisés autour d'un petit déjeuner sous la Halle aux Grains à Foix, pour dénoncer les conséquences de la réforme de la Sécurité sociale.

Pas de klaxons ni de routes bloquées ce lundi 19 mai à Foix, sous la halle de Villote, mais des croissants, du café et des tracts explicatifs. Les chauffeurs de taxi ariégeois ont opté pour une mobilisation à la fois conviviale et déterminée pour dénoncer les conséquences

de la réforme de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), promulguée à la fin du mois de février. La réforme prévoit la généralisation progressive du transport mutualisé obligatoire, piloté par des plateformes numériques. L'objectif est de regrouper les trajets des patients grâce à un algorithme, afin de réduire les coûts. «Ce qu'on redoute, c'est que les patients soient tous mis sur une plateforme et que ce soit l'intelligence artificielle qui fait le tri», exprime Nathalie Barque, présidente des taxis ariégeois. Selon les chauffeurs de taxi, cette réforme marque la fin du libre choix du chauffeur, des horaires adaptés et du lien de confiance éta-

bli avec les patients. Dans le département, la majorité des structures sont de petite taille et dotées le plus souvent d'une ou deux autorisations de stationnement (ADS) seulement.

«Si nous perdons nos clients réguliers, nous ne pourrions plus assurer nos journées. Si ça continue comme ça, on va devoir mettre les clés sous la porte», alerte Nathalie Barque. Cette organisation logistique suscite en effet des inquiétudes : longues attentes, baisse de la qualité du service et hausse des frais pour les patients réticents au transport partagé.

«Ceux qui refusent cette méthode de déplacement devront assumer

eux-mêmes une part du ticket mètre-détendeur. Et ça, ce n'est pas possible, explique la présidente des taxis ariégeois. Toutes les personnes qui ont une hospitalisation, qu'elles travaillent ou pas, méritent d'être accompagnées avec un transport professionnel.»

Un appel au dialogue

Les chauffeurs ne sont pas contre le principe de la réforme, mais ils dénoncent l'absence de concertation. «Il faut que tout le monde travaille ensemble, sans décision prise sans discussion, comme celle prise par la Cnam», exprime Nathalie Barque.

À Foix, la priorité était de faire cor-